La Déclaration du Réseau de Solidarité Active (RSA)

1. **Le constat**

La gestion de la crise sanitaire actuelle doit impérativement tout mettre en œuvre **pour garantir la pleine santé de la population** ; mais nous constatons que les mesures gouvernementales, sous couvert de l'urgence, s'en écarter dangereusement. Certaines de celles-ci dérogent même aux droits humains les plus élémentaires et dégradent gravement par **effet domino** la vie privée, sociale et économique à long terme de la France, comme bien d'autres pays.

Les raisons qui ont induit la situation délicate actuelle ne sont pas claires, tout comme l'authenticité des intentions des gouvernements à mettre la santé publique au centre du jeu.

En effet, de nombreux faits authentifiés montrent que les principaux gestionnaires de la crise que sont les gouvernements politiques, les entreprises pharmaceutiques, les organismes de soins de santé…

- entretiennent des conflits d'intérêts fragrants à des niveaux très élevés de décision ;
- ont cumulé des erreurs graves non seulement avant le début de la crise mais jusqu'à ce jour (retraits de produits médicaux, contradictions, absence de réaction, dévitalisation des services de soins de santé…).

En ce sens, nous avons extrait **trois rouages majeurs** qui rendent ces mesures gouvernementales bien plus dangereuses que la virulence du covid19 et ses mutants eux-mêmes :

- **La falsification de l'information**

Les informations qui justifient le niveau très élevé de gravité de la crise sanitaire, comme nous la connaissons au travers des médias traditionnels, sont exagérées. Or, ce niveau de gravité justifie des mesures liberticides immédiatement appliquées ; mais aussi leur inscription fulgurante dans des lois au mépris du débat démocratique le plus élémentaire.

Les grandes définitions qui régissent le vocabulaire de crise ont été modifiées jusqu'au plus haut niveau international (ONU, OMS…) dans un passé très proche (def. pandémie, option de la vaccination…).

Les indicateurs de suivi ne sont pas reliés aux précédentes crises sanitaires et changent au cours du temps. Les comparaisons pour recalibrer la gravité de la situation sont inexistantes et leur interprétation reste aléatoire.

De nombreux témoignages sur base de faits authentifiés et de documents officiels démontrent des pratiques frauduleuses dans le corps médical lors de l'enregistrement de personnes décédées sous couvert de covid19, dans le choix de la médication des malades …

Les raisons qui ont poussé l'organe de décision concerné à choisir dans le plus grand secret le test PCR, dont l'efficacité tombe presque à zéro si le facteur d'amplification dépasse 25 unités, restent

très problématique puisque stratégique pour justifier la crise.

- **La violence du contenu des mesures gouvernementales**

Les mesures liées au niveau de gravité de la crise covid19, dit officiel, sont d'une intensité inégalée depuis le dernier siècle en terme d'atteindre grave à la santé de la population mais aussi aux droits fondamentaux en rapport avec la constitution et les règles de bioéthique, le code de Nuremberg…

Jusqu'à fin 2020, l'imposition pêle-mêle de couvre-feux, confinement, lockdown de services et commerces, port du masque en permanence, distanciation sociale, tests PCR imposés massivement et dont la méthodologie est décriée sont dignes de régimes totalitaires passéistes dérogent aux règles démocratiques les plus fondamentales. Les sanctions afférentes aux mesures sont disproportionnées et anti-constitutionnelles.

Les avis, consignes et mesures sont tantôt contraires aux principes du bon sens le plus élémentaire, tantôt engendrent des effets pires que la cause du problème qu'ils sont supposés atténuer ou résoudre. La gestion des risques doit impérativement être investie mais le constat démontre son plus grand contraire : justificatifs boiteux et superficiels, mesures hasardeuses tout comme les raisons qui justifient la gravité de la crise.

La vaccination est devenue de manière exponentielle dès la rentrée de septembre 2020 la solution unique pour répondre à la crise sanitaire, sans débat sur toutes les autres opportunités existantes et crédibles existantes à ce jour.

A partir de 2021, selon les avis régulièrement émis par le gouvernement, les mesures dépasseront l'inimaginable : menaces de privation de libertés de tout individu (déplacement, accès à des services essentiels tels que le travail, voyages, loisirs…) qui refuserait la vaccination, sanctions financières démesurées, menaces d'emprisonnement, pérennisation des restrictions dans le temps…

Toutes ces mesures affectent de manière dramatique et croissante la santé physique, psychologique, matérielle et financière de toute la population. Elles sèment désespoir, n'offrent que des perspectives sombres d'avenir et sabotent le travail de milliers d'entreprises qui par effet domino, affecte la stabilité financière de l'Etat et ses moyens pour protéger ses citoyens de manière pérenne.

- **La violence des méthodes de diffusion de l'information**

Les gouvernements ne prônent plus l'esprit critique, stigmatise ceux qui la prône au profit d'une pensée unique répétée en continu sur tous les médias qui sont sous son contrôle ou/et sous son influence. Nous appelons cela de la propagande d'une agressivité digne de gouvernements fachistes.

Les mots sont durs, alarmistes, génèrent la peur, la terreur et paralyse la réflexion et la prise de recul L'expérience du passé est éludée, les prédictions du futur proche ou éloigné sont anxiogènes et perçues toujours plus sombres et douloureuses.

Les experts scientifiques deviennent les égales des Ministres dans les consignes adressées à la population. Tout le monde devient expert, tous deviennent pilote de l'avion simultanément.

Ces mêmes experts s'entêtent à refuser l'accès à des remèdes médicaux qui ont fait déjà largement preuve de leur efficacité pour prévenir et guérir la population.

Les médias sociaux des GAFAMS pratiquent une censure injustifiée et inégalée jusqu'à fermer des comptes privés d'internautes. Les motifs sont partisans (censure toute information qui contredit la thèse des vaccins comme unique solution à la crise covid…) et renforcent la thèse de collusions entre les sphères politiques, pharmaceutiques et les médias mainstreams.

Les conséquences actuelles confirment la dangerosité des orientations gouvernementales actuelles : Les services de soins à la personne sont fermés ou surchargés, la convivialité, la solidarité et le plaisir de vivre s'atténuent, les soins de santé habituels sont retardés et aggravent la santé des personnes affectées, l'économie réelle est mise sous une pression parfois insoutenable (fermeture définitive, suicides…), le confinement induit insidieusement les actes de délation et engendre des clivage et conflits relationnels durables parmi la population.

Les sentiments de résignation, de peur, de terreur induit par ce qui vient d'être décrit engendre la soumission progressive de la population à une minorité sont les intérêts vont au-delà de la santé publique, quitte à la corrompre.

Protéger les entreprises pharmaceutiques en leur octroyant le droit de ne pas être poursuivi en cas d'effets secondaires majeurs ou mineurs est déontologiquement inacceptable. Ce fait ruinera profondément la confiance entre la population et leurs élus. Cette situation deviendra un danger bien plus grand que la crise sanitaire elle-même ; car elle engage faits à l'appui les pays concernés dans une voie de soumission et de dépendance globale aux dépens de nos libertés les plus fondamentales et … de notre santé globale.

1. La demande du RSA

Heureusement, beaucoup d'acteurs et de lanceurs d'alertes se sont fait déjà entendre. ll est en effet urgent de stopper ce processus destructeurs de notre santé globale et de notre édifice démocratique. Il est urgent que les citoyens se réapproprient les enjeux sociétaux qui en découlent, optent pour un panel de mesures réellement efficaces afin de reconstruire une société résiliente et garante d'une vie encore plus épanouissante et pleine d'espoir en l'avenir.

Afin que la souveraineté du peuple soit rétablie, RSA demande que ce processus vertueux initié vise au moins **trois objectifs clés :**

A. Authentifier l'information

B. Restructurer toute mesure inadaptée et dangereuse

C. Rendre l'information plurielle et le pouvoir de décision au peuple

Les RSA se donnent pour mission de renforcer l'objectif C, stimuler la prise d'initiative populaire pour faciliter l'accession aux objectifs A et B.

1. **Présentation du RSA**

Les RSA sont d'initiative populaire. Ils ont été créé en novembre 2020 suite un déjeuner sympathique et duquel est parti l'idée de stimuler des réseaux de solidarité locale. Le lendemain matin, le RSA était créé, le Réseau de Solidarité Active.

Notre vision de l'avenir est résolument tournée vers le maintien absolu des règles qui prônent un bien-être humain issu d'une cohésion sociale et d'une prospérité économique qui assurent la pleine liberté, égalité et fraternité entre les peuples.

Le droit au bonheur, à vivre dans la paix et la joie, ensemble, dans le respect absolu de nos différences et des écosystèmes naturels est central dans notre mission.

Le RSA fonctionne avec une charte :

1. S'entraider pour être plus forts
2. Agir dès aujourd'hui, à sa façon, avec détermination et dans la non-violence
3. Entretenir l'optimisme et un état d'esprit tourné vers un avenir meilleur
4. Rester loyal et bienveillant envers le groupe et ses membres
5. Trouver la complémentarité plutôt que l'opposition dans l'échange de points de vue

Le RSA est structuré en groupes d'échanges réseaux :

A. **Les groupes référents / pays** : groupes où se retrouvent membres tous les internautes du pays concerné ; de quoi estimer la ramification de la dynamique dans la pays

B. **Les groupes locaux / ville et localités** : pour permettre aux acteurs concernés par la zones ciblées à échanger des informations plus locales et stimuler des initiatives locales

C. **Les groupes thématiques** : pour approfondir des sujets sensibles et qui demandent une certaine expertise pour pouvoir en parler aux autres

D. **Les groupes d'opérations spéciales :** pour faciliter l'échanges de bonnes pratiques ou rechercher des volontaires pour y participer.

Les groupes RSA sont constitués uniquement de citoyens volontaires, hors de toute obédience religieuse et politiques, éveillés sur les dérives actuelles et bénévoles dans leur contribution à la démarche RSA.

Il y a un organe central de coordination et des administrateurs volontaires pour chaque groupe. Ceux-ci ont pour mission d'animer le groupe, stimuler l'engagement et faciliter l'adhésion de nouveaux membres.

Rejoignez-nous sur http://t.me/RSAfrance

Devenez animateur de groupes >

contactez moi en message privé telegram >

Gilles, http://t.me/lliges Fondateur du projet RSA